

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

« Choose France » : le vernis de Versailles ne masque pas la réalité industrielle

Emmanuel Macron recevait hier 200 PDG du monde entier au château de Versailles pour le sommet *Choose France* et annonçait 37 milliards d'euros d'investissements, dont 20 milliards pour de nouveaux projets, censés générer 13 000 emplois.

Mais derrière la mise en scène, la réalité est bien moins reluisante : ces projets ne représentent que 6 % des investissements annuels des entreprises, dans un contexte où l'investissement productif est en recul (-1,6 % en 2024), et ne concernent, pour la majorité, seulement des extensions de sites. Moins de 15 projets ont débouché sur de vraies créations industrielles. Le coût par emploi revient donc à près de 2,85 millions d'euros.

Plus grave encore, après l'offensive de la commission européenne contre la directive « devoir de vigilance » il y a quelques mois, Emmanuel Macron a annoncé hier vouloir la suppression pure et simple de cette directive. La CGT y voit là un signal d'alarme : cette directive impose aux entreprises des règles en matière de respect de l'environnement et des droits humains dans toute leur chaîne de production. Par cette annonce, le Président de la République répond une nouvelle fois au patronat et aux multinationales.

Pour la CGT, ce sommet est un écran de fumée cachant une vaste opération de communication, où des multinationales chassent les aides publiques, dans un pays où l'État en verse plus de 200 milliards par an aux entreprises, sans conditions ni contrepartie. Les bénéficiaires optimisent leur fiscalité ou verdissent leur image, pendant que les licenciements continuent, y compris dans des groupes aidés comme STMicroelectronics ou ArcelorMittal. L'État laisse partir ses moyens, pendant que notre dépendance s'accroît : Atos démantelé, Doliprane sous pavillon américain, aciéries menacées.

Alors que la CGT recense près de 400 plans de licenciement partout en France, le gouvernement confond politique industrielle et cadeaux fiscaux. Et pour masquer cette absence de stratégie, il continue de brandir le vieux mythe du coût du travail trop élevé. Un mythe pourtant infirmé : nos voisins à haut niveau industriel, comme l'Allemagne ou la Belgique, ont un coût horaire similaire, voire supérieur, au nôtre. Ce qui fait la différence, c'est l'investissement, la formation, les stratégies de filières et la volonté politique.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

The logo of the CGT (Confédération Générale du Travail) is located to the right of the main title. It consists of a white square containing the word 'la' in a yellow cursive script and 'cgt' in a white bold sans-serif font below it.

Ce n'est pas à Versailles que l'on reconstruit l'industrie, c'est pourquoi la CGT propose une autre voie :

- L'organisation d'Assises de l'industrie, afin de bâtir – une planification industrielle et écologique permettant d'orienter les investissements vers les besoins du pays ;
- La nationalisation d'ArcelorMittal pour sauver l'acier français ;
- Un moratoire sur les licenciements ;
- Un contrôle démocratique des aides publiques, avec des conditions sociales, environnementales et territoriales.

La CGT dévoilera la mise à jour de sa carte de recensement des plans sociaux en France, un an après sa première alerte, lors d'une conférence de presse le mardi 27 mai prochain à 11h30.

Montreuil, le 20 mai 2025